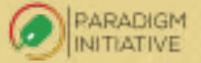


LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



UGANDA

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org

2

LONDA
2023
RAPPORT SUR
LES DROITS
NUMÉRIQUES
ET L'INCLUSION
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)
ISBN: 978-978-789-359-3

CRÉDITS

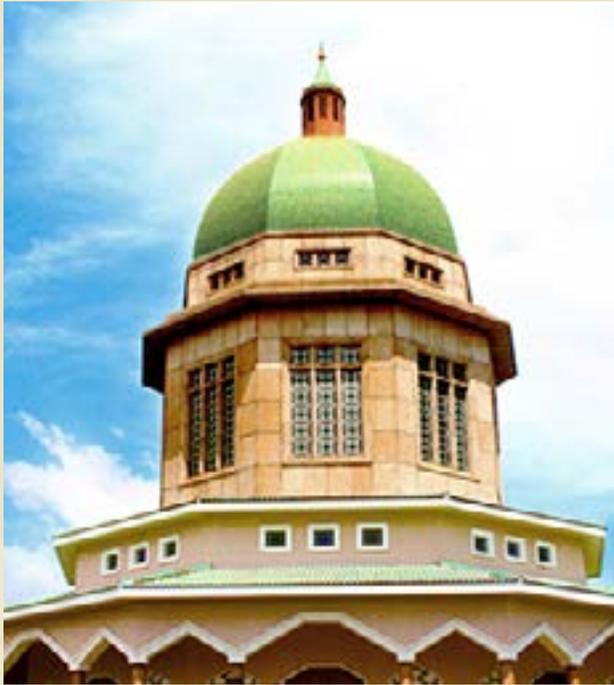
Rapport de Pays:
Sandra Aceng

Équipe éditoriale:
'Gbenga Sesan
Nnenna Paul-Ugochukwu
Thobekile Matimbe

Traducteur:
Paper Bag Africa

Rédacteur de copie:
Dr. Mouhamed Diop

Conception et mise en page:
Kenneth Oyeniya



Ouganda

Le rapport 2023 sur les droits et l'inclusion numériques fournit une analyse approfondie de l'état des droits et de l'inclusion numériques en Ouganda. Il examine l'accès à l'internet et les perturbations, la liberté d'expression en ligne, la protection de la vie privée et la surveillance, en mettant l'accent sur la désinformation sexiste et le Fonds de service universel, également connu sous le nom de Fonds d'accès et de service universel des communications de l'Ouganda (UCUSAF). Le rapport note que l'accès à l'internet est un droit humain fondamental,¹ mais que le coût de l'internet mobile en Ouganda reste élevé. Par exemple, en moyenne, un gigaoctet (Go) d'internet mobile coûte environ 1,32 \$, le prix le plus bas étant de 0,49 cent par 1 GB pour un forfait de 30 jours.²

Alors qu'un nombre croissant de personnes s'appuie sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour accéder à l'information, communiquer et se mobiliser pour des causes, des facteurs limitatifs tels que le coût, la fiscalité élevée, la perturbation des réseaux, la fracture numérique, les abus et la désinformation sexiste continuent d'affecter la liberté d'expression et l'accès

à l'information en ligne. En outre, la loi anti-homosexualité 2023 a entraîné une censure accrue parmi les groupes LGBTQ, ce qui constitue un revers pour les progrès en matière de liberté d'expression.

Malgré ces difficultés, le rapport recommande la création d'un groupe de travail national chargé de lutter contre la désinformation sexiste en collaboration avec les universités, les organisations de défense des droits de la femme et les technologues. Le secteur privé est également invité à se conformer aux politiques en matière de TIC sur les droits et l'inclusion numériques aux niveaux national, régional et international. Le gouvernement devrait aligner ses lois nationales sur les restrictions à la vie privée avec les instruments régionaux et les normes internationales, en veillant à ce que toute ingérence dans le droit à la vie privée soit strictement nécessaire, proportionnelle et légalement réglementée. Le rapport 2023 sur les droits et l'inclusion numériques recommande au gouvernement ougandais de lever l'interdiction de Facebook, car cela améliorera l'accès à l'information, à la communication et aux opportunités commerciales pour la population.

1 James Vincent. 4 juillet 2016. " L'ONU condamne l'interruption de l'accès à Internet comme une violation des droits de l'homme ", UNHRC (via Article 19) <https://www.theverge.com/2016/7/4/12092740/un-resolution-condemns-disrupting-internet-access> (consulté le 25 janvier, 2024)

2 Prix des données mobiles en Ouganda à partir de 2022 (en dollars américains par gigaoctet) <https://www.statista.com/statistics/1272796/price-for-mobile-data-in-uganda/> (consulté le 31 décembre 2023)

Introduction

L'Ouganda est un pays enclavé situé en Afrique de l'Est. Le pays est entouré du Kenya à l'est, du Sud-Soudan au nord, de la République démocratique du Congo à l'ouest, du Rwanda au sud-ouest et de la Tanzanie au sud.³ Selon le Fonds des Nations unies pour la population, le pays compte environ 48,6 millions d'habitants, dont 8,5 millions vivent à Kampala, la capitale de l'Ouganda.⁴ Le président de l'Ouganda, qui est au pouvoir depuis 1986, est toujours le président Yoweri Museveni, du Mouvement de résistance nationale (NRM). Il a été élu pour un sixième mandat en janvier 2021, lorsque la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) a ordonné une coupure d'Internet de cinq jours pendant l'élection. L'accès à Internet a été partiellement rétabli en Ouganda en février 2021, Facebook étant bloqué jusqu'à présent.⁵

Dans le monde, plus de 5,3 milliards de personnes utilisent activement l'internet, ce qui représente 65,4 % de la population mondiale.⁶ En Afrique, 67 % de la population n'est toujours pas connectée.⁷ En décembre 2022, plus d'un milliard de personnes en Afrique, soit environ 72 % de la population de la région, n'avaient pas accès à l'internet mobile. Cela représente plus d'un quart du nombre total de personnes non connectées dans le monde et démontre l'ampleur du défi que représente la réalisation de la connectivité universelle en Afrique.⁸ En Ouganda, selon le rapport Digital 2023, il y avait 11,77 millions d'utilisateurs d'internet au début de l'année 2023, avec un taux de pénétration de 24,6 %.⁹ Toutefois, les coûts restent élevés pour un grand nombre d'Ougandais, et la récente taxe de 12 % sur les données internet, qui fait partie d'un ensemble de mesures fiscales prévues par la loi de 2022 sur les droits d'accise (amendement), restreint la publication de contenu en ligne. En effet, tout le monde n'a pas le même accès à un internet fiable et à haut débit. Le manque d'infrastructures appropriées et les défis géographiques ont rendu difficile la connexion à Internet pour de nombreux Ougandais.

Il existe une disparité notable dans l'accès entre les hommes et les femmes, d'après le rapport Inclusive Internet Index,¹⁰ qui indique un écart de 23,5 % entre les hommes et les femmes, ce qui représente une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport au rapport 2021. En outre, Facebook a été bloqué pendant plus de deux ans en Ouganda depuis les élections du 14 janvier 2021. Cette situation continue d'affecter le monde des affaires et du divertissement, et les défenseurs des droits numériques demandent au gouvernement de lever l'interdiction en raison de ses effets néfastes sur les entreprises.

Cependant, l'état général de la liberté d'internet en Ouganda s'est amélioré en 2023, aucun cas de nouvelle perturbation du réseau n'ayant été signalé. L'année 2023 a vu une amélioration de la mise en œuvre du Fonds d'accès et de service universel par la Commission des communications de l'Ouganda (UCC) en termes de visibilité et de responsabilité par rapport à 2022. La Cour constitutionnelle a également annulé l'article 25 de la loi de 2011 sur l'utilisation abusive des ordinateurs, qui pénaliserait les communications offensantes, en rejetant une plainte contre deux représentants d'une société de médias en ligne accusés de communications offensantes et de cyberharcèlement. Malheureusement, la désinformation sexiste augmente massivement et la communauté LGBT+ s'autocensure de plus en plus en ligne à la suite de l'adoption de la loi antihomosexualité 2023 en mai. Les plateformes de médias sociaux et les autres espaces en ligne des journalistes et des activistes font l'objet d'un contrôle et d'une surveillance accrue, ce qui constitue une violation de l'article 27 de la Constitution ougandaise de 1995. Le nombre d'acteurs du secteur continue d'augmenter, avec la disponibilité de prix et de technologies compétitifs proposés par 35 fournisseurs de services de télécommunications qui offrent à la fois des services vocaux et des services de données.¹¹

3 Ouganda <https://en.wikipedia.org/wiki/Uganda> (consulté le 29 décembre 2023 à 21h10 EAT)

4 Tableau de bord de la population mondiale - Ouganda <https://www.unfpa.org/data/world-population/UG> (consulté le 25 janvier 2024)

5 <https://freedomhouse.org/country/uganda/freedom-world/2023> (consulté le 29 décembre 2023)

6 Rohit Shewale (26 décembre 2023). "Statistiques des internautes en 2024- (Global Demographics)" <https://www.demandsage.com/internet-user-statistics/> (consulté le 29 décembre 2023)

7 Chris Forrester (30 novembre 2023). Données : L'accès mondial à Internet augmente de 3 % en 2023 <https://advanced-television.com/2023/11/30/data-global-internet-access-grows-3-in-2023/#:~:text=At%20the%20end%20of%20last,per%20cent%20this%20in%2023.> (consulté le 29 décembre 2023)

8 GSMA Intelligence, "Fonds de service universel en Afrique" <https://www.gsma.com/subsaharanafrica/wp-content/uploads/2023/10/USF-Africa.pdf> (consulté le 23 décembre 2023).

9 NUMÉRIQUE 2023 : UGANDA <https://dataportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 22 décembre 2023).

¹⁰ <https://impact.economist.com/projects/inclusive-internet-index/2022/country/Uganda> (consulté le 21 décembre 2023)

¹¹ The Kampala Post. "UCC enregistre 33 opérateurs de télécommunications en Ouganda au 1er avril" (23 avril 2020)

<https://kampalapost.com/content/ucc-records-33-telecom-operators-uganda-april-1st> (consulté le 23 décembre 2023)

► Analyse du pays

Liberté de l'Internet

Accès à l'internet et perturbations

L'internet reste un moyen essentiel pour les individus d'exercer leurs droits fondamentaux, comme le stipulent l'article 29 de la Constitution ougandaise de 1995, l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.¹²

Cependant, le taux de pénétration d'Internet en Ouganda était de 24,6 % avec 11,77 millions d'utilisateurs d'Internet en Ouganda au début de l'année 2023, selon le rapport Digital 2023 Uganda.¹³ D'après une estimation de l'Union internationale des télécommunications (UIT), le taux de pénétration de l'internet reste faible en Ouganda, car seuls 10 % des individus utilisent l'internet¹⁴ alors que la population de l'Ouganda a augmenté de 1,3 million (+2,9 %) entre 2022 et 2023¹⁵ avec 50,5 % de femmes et 49,5 % d'hommes dans la population ougandaise.¹⁶ Le nombre d'utilisateurs de l'internet mobile en Ouganda est estimé à 2,9 millions en 2023 et le nombre de ménages disposant d'un accès à l'internet à domicile en Ouganda est estimé à 1,53 million en 2023.¹⁷ Le nombre de connexions mobiles a augmenté de 286 000 (+0,9%) entre 2022 et 2023, selon le rapport Digital 2023 Uganda¹⁸, avec 30,55 millions de connexions mobiles cellulaires en Ouganda au début de 2023, selon les données de GSMA Intelligence.¹⁹

Par conséquent, le nombre d'utilisateurs d'Internet a augmenté d'un million (+9,4 pour cent) entre 2022 et 2023, selon l'analyse de Kepios. Les chiffres sur l'utilisation d'Internet révèlent que 36,15 millions de personnes en Ouganda n'utilisaient pas Internet au début de l'année 2023. Cela signifie que 75,4 % de la population est restée hors ligne au début de l'année.²⁰ Cela s'explique par le fait que tout le monde n'a pas le même accès à un internet fiable et à haut débit,²¹ bien que les vitesses de connexion à l'internet fixe en Ouganda aient augmenté de 1,47 Mbps (+15,9 %), selon le 2023 Rapport numérique.²²

En outre, le manque d'infrastructures appropriées et les défis géographiques ont rendu difficile la

¹² Les barrières Internet entravent le travail des DDH ougandais au milieu de la pandémie de COVID-19 <https://www.unwantedwitness.org/internet-barriers-constrain-the-work-of-uganda-hrds-amidst-covid-19-pandemic/> (consulté le 22 décembre 2023)

¹³ SIMON KEMP, 'DIGITAL 2023 : UGANDA' 14 FÉVRIER 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 22 décembre 2023)

¹⁴ Statistiques de l'UIT <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx> (accédées le 22 décembre 2023)

¹⁵ SIMON KEMP, 'DIGITAL 2023 : UGANDA' 14 FÉVRIER 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 23 décembre 2023)

¹⁶ SIMON KEMP, 'DIGITAL 2023 : UGANDA' 14 FÉVRIER 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 23 décembre 2023)

¹⁷ Indicateurs de connectivité numérique Internet Uganda <https://www.statista.com/outlook/co/digital-connectivity-indicators/internet/uganda> (consulté le 22 décembre 2023)

¹⁸ SIMON KEMP, 'DIGITAL 2023 : UGANDA' 14 FÉVRIER 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 23 décembre 2023)

¹⁹ GSMA Intelligence https://www.gsmainelligence.com/?utm_source=DataReportal&utm_medium=article&utm_campaign=State_Internet_Connectivity (consulté le 25 janvier 2024).

²⁰ SIMON KEMP, 'DIGITAL 2023 : UGANDA' 14 FÉVRIER 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 23 décembre 2023)

²¹ Marcin Frackiewicz, "L'avenir de la connectivité Internet en Ouganda : Starlink's Satellite Network" (le 23 novembre 2023) <https://ts2.space/en/the-future-of-internet-connectivity-in-uganda-starlinks-satellite-network/#gsc.tab=0> (consulté le 23 décembre 2023)

²² SIMON KEMP, 'DIGITAL 2023 : UGANDA' 14 FÉVRIER 2023 <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 22 décembre 2023)

connexion à Internet pour de nombreux Ougandais²³ et il existe une disparité notable en matière d'accès entre les hommes et les femmes selon le rapport Inclusive Internet Index, qui indique un écart de 23,5 % entre les sexes, ce qui représente une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport au rapport de 2021.²⁴ En outre, Facebook reste bloqué depuis les élections du 14 janvier 2021. Cette situation continue d'affecter le monde des affaires et du divertissement, les défenseurs des droits numériques demandant au gouvernement de lever l'interdiction en raison de ses effets néfastes sur les entreprises.²⁵ Les coûts restent élevés pour un grand nombre d'Ougandais, la récente taxe de 12 % sur les données Internet dans le cadre du projet de loi 2022 sur les droits d'accise (amendement) limitant la publication de contenu en ligne.

En mars 2023, le gouvernement a introduit le projet de loi 2023 sur l'impôt sur le revenu (amendement) visant à imposer les non-résidents qui tirent des revenus de la fourniture de services numériques à des clients en Ouganda à un taux de 5 %.²⁶ La recherche sur la taxe Internet de 12 % a révélé qu'elle affectait de manière disproportionnée l'accès des femmes à l'Internet.²⁷

Compte tenu du nombre croissant de personnes qui dépendent des TIC pour accéder à l'information, communiquer et se mobiliser pour une cause,²⁸ des développements importants ont eu lieu en Ouganda. En janvier 2023, MTN Uganda a signé un partenariat de cinq ans avec l'entreprise technologique chinoise Huawei, afin de moderniser son réseau et d'en faire un réseau central de type Cloud-native 5G Capable.²⁹

En février 2023, Airtel Uganda a annoncé qu'elle était prête à déployer la technologie 5G après l'achèvement des tests de réseau sur 11 sites à Kampala.³⁰ Actuellement, 31 % de la population ougandaise réside dans le rayon d'action des services de quatrième génération (4G), selon l'indice de l'Internet inclusif.³¹ En 2023, les organisations de la société civile ont commencé à faire pression sur le gouvernement pour qu'il réduise la taxe Internet dans l'année fiscale 2024³². En mai 2023, 32 fournisseurs de services Internet étaient connectés au point d'échange Internet de l'Ouganda (UIXP).³³ Trente-cinq fournisseurs de services de télécommunications offrent désormais des services vocaux et de données, dont MTN Uganda, Airtel Uganda, Uganda Telecom Limited (UTL), Vodafone, Smart Telecom et Afrimax,³⁴ tous utilisent la technologie de l'évolution à long terme (LTE), ce qui témoigne d'une croissance accrue des acteurs du secteur en termes de prix et de technologies compétitifs.

²³ L'avenir de la connectivité Internet en Ouganda <https://ts2.space/en/the-future-of-internet-connectivity-in-uganda-star-links-satellite-network/#gsc.tab=0> (consulté le 23 décembre 2023)

²⁴ Economist Impact <https://impact.economist.com/projects/inclusive-internet-index/2022/country/Uganda> (consulté le 23 décembre 2023)

²⁵ Frank Kisakye. Uganda Named Worst Digital Rights Violator” (L'Ouganda désigné comme le pire violeur des droits numériques). Observer (5 OCTOBRE 2022) <https://allafrica.com/stories/202210060085.html> (consulté le 23 décembre 2023)

²⁶ L'Ouganda publie des projets de loi d'amendement fiscal pour 2023 (2 mai 2023) <https://globaltaxnews.ey.com/news/2023-0795-uganda-issues-tax-amendment-bills-for-2023> (consulté le 23 décembre 2023)

²⁷ Global Dev. Fiscalité, genre et accès à Internet : les leçons de l'Ouganda (2 février 2023) <https://globaldev.blog/taxation-gender-and-internet-access-lessons-uganda/> (consulté le 22 décembre 2023)

²⁸ Réussir les élections en débranchant la prise : perturbations d'Internet et violence électorale en Ouganda (5 juillet 2023) <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/00223433231168190> (consulté le 23 décembre 2023)

²⁹ MTN Uganda. MTN Uganda embrasse l'avenir du parcours de numérisation de l'Ouganda avec une transformation du réseau central 5G. (10/01/23) <https://www.mtn.co.ug/newsabout/mtn-uganda-embraces-the-future-of-ugandas-digitalization-journey-with-a-5g-core-network-transformation/>(consulté le 24 décembre 2023)

³⁰ Monitor. 'Kampala ready for 5G' (vendredi 24 février 2023) <https://www.monitor.co.ug/uganda/business/technology/kampala-ready-for-5g--4135942> (consulté le 22 décembre 2023).

³¹ Economist Impact <https://impact.economist.com/projects/inclusive-internet-index/2022/country/Uganda> (consulté le 22 décembre 2023)

³² Michael Malakata. 'La société civile fait pression sur le gouvernement ougandais pour qu'il réduise les taxes sur Internet (27 février 2023) <https://itweb.africa/content/8OKdWMDX4nWMbznQ>, (consulté le 22 décembre 2023)

³³ The Uganda Internet eXchange Point <https://www.uixp.co.ug/networks> (consulté le 22 décembre 2023)

³⁴ LIBERTÉ SUR LE NET 2023 Ouganda

Fonds de service universel

En Ouganda, les télécommunications mobiles deviennent de plus en plus un moteur socio-économique essentiel³⁵ et le gouvernement, par l'intermédiaire de la Commission des communications de l'Ouganda, a tenté de remédier aux inégalités par le biais de plusieurs initiatives.³⁶ Par exemple, en juin 2021, la Banque mondiale a donné de l'argent au gouvernement pour étendre l'accès à l'internet à haut débit et abordable, améliorer l'efficacité de la prestation de services publics numériques et renforcer l'inclusion numérique dans le pays.³⁷ Cependant, deux années se sont écoulées et l'Ouganda est toujours confronté à des difficultés pour fournir une connectivité internet abordable et de qualité, qui est particulièrement répandue dans les zones rurales. Ce problème touche particulièrement les femmes et les groupes marginalisés tels que les personnes handicapées, ce qui aggrave la fracture numérique.

Au début de l'année 2023, 26,4 % de la population ougandaise vivait dans des zones urbaines, tandis que 73,6 % vivaient dans des régions rurales.³⁸ Actuellement, l'UCC supervise le Rural Communications Development Fund (RCDF), qui s'appelle désormais Uganda Communications Universal Access and Service Fund (UCUSAF). Ce fonds promeut l'accès à Internet et aux services téléphoniques dans les communautés rurales en connectant les écoles rurales et en construisant des centres d'accès aux TIC.³⁹ L'UCUSAF a été créé en 2001 et met pour le moment en œuvre son quatrième cycle stratégique, qui vise à réaliser l'inclusion numérique par le biais d'interventions durables et de collaborations efficaces.⁴⁰ Le fonds est guidé par la section 3(g) de la loi sur les communications en Ouganda, 2013, qui charge l'UCC de créer et de gérer le fonds dédié au développement des communications rurales et des technologies de l'information et de la communication en Ouganda.⁴¹

Dans l'ensemble, 2023 a vu une amélioration de la mise en œuvre du fonds par l'UCC en termes de visibilité et de responsabilité par rapport à 2022. Cependant, la fiscalité reste un obstacle majeur à la réalisation de l'accès universel à la communication en Ouganda, en particulier dans les zones rurales où les revenus des ménages sont très faibles et où les compétences numériques sont limitées.⁴² Le nombre d'utilisateurs d'Internet en Ouganda est estimé à 6,47 millions en 2023.⁴³

Le coût des appareils est fortement influencé par une fiscalité élevée et une interdiction prolongée de l'utilisation de l'internet, telle que l'interdiction de Facebook, qui est le principal moteur utilisé par les jeunes et les groupes structurellement ou historiquement réduits au silence pour obtenir des informations, y compris la faible couverture du réseau qui reste également un obstacle.⁴⁴

La connectivité est une nécessité dans le monde d'aujourd'hui,⁴⁵ et l'Internet est un outil utilisé pour

³⁵ Emmanuel Ogjemwonyi Arakpogun, Jason Whalley, et la. « Réduire la fracture numérique en Afrique grâce aux fonds de service universel : une perspective théorique institutionnelle » (9 mai 2023) <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/ITP-01-2023-0042/full/html> (consulté le 23 décembre 2023)

³⁶ <https://www.ucc.co.ug/rcdf/> (consulté le 24 décembre 2023)

³⁷ Banque mondiale. « L'Ouganda obtient 200 millions de dollars pour accélérer la transformation numérique et l'inclusivité » (2 JUIN 2021) <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/06/02/uganda-secures-200-million-to-accelerate-digital-transformation-and-inclusiveness> (consulté le 23 décembre 2023).

³⁸ <https://datareportal.com/reports/digital-2023-uganda> (consulté le 23 décembre 2023)

³⁹ RCDF, « Commission ougandaise des communications » (consulté le 22 décembre 2023), <https://www.ucc.co.ug/rcdf/>

⁴⁰ UCC Official Twitter (12:33 PM - Mar 10, 2023) https://twitter.com/UCC_Official/status/1634125418578968576 (consulté le 24 décembre 2023)

⁴¹ UCC «Uganda Communications Universal Service and Access Fund (UCUSAF)» <https://www.ucc.co.ug/ucusaf/> (consulté le 24 décembre 2023)

⁴² Andrew Bugembe OPINION : La quête d'offrir les avantages d'une vie moderne connectée à tous les Ougandais (Mardi 03 octobre, 2023) <https://nilepost.co.ug/opinions/173401/opinion-the-quest-of-delivering-the-benefits-of-a-modern-connected-life-to-all-ugandans> (consulté le 23 décembre, 2023)

⁴³ Internet - Ouganda <https://www.statista.com/outlook/co/digital-connectivity-indicators/internet/uganda> (consulté le 24 décembre 2023)

⁴⁴ Parlement de l'Ouganda « Lever l'interdiction de Facebook et élargir la couverture téléphonique » (24 sept. 2021) <https://www.parliament.go.ug/news/5281/%E2%80%99lift-ban-facebook-and-widen-phone-coverage%E2%80%9999> (consulté le 26 décembre 2023)

⁴⁵ Andrew Bugembe «OPINION : La quête pour offrir les avantages d'une vie moderne connectée à tous les Ougandais » (mardi 3 octobre 2023) <https://nilepost.co.ug/opinions/173401/opinion-the-quest-of-delivering-the-benefits-of-a-modern-connected-life-to-all-ugandans> (consulté le 26 décembre 2023).

une grande variété d'activités⁴⁶ L'allocation de fonds pour la connectivité Internet dans les écoles est une étape progressive vers la connectivité universelle dans le secteur social ougandais.⁴⁷ Le troisième plan de développement national (NDP III) adoptera une approche basée sur les droits de l'homme (HRBA), en se concentrant sur les principes des droits de l'homme tels que l'égalité et la non-discrimination, l'autonomisation et la participation, et en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables.⁴⁸

Avec l'allocation de fonds, le NDPIII et le cadre Vision Digital Ouganda fournissent une base solide pour la politique et la planification des TIC en Ouganda, en mettant l'accent sur l'intégration des TIC avec diverses industries verticales et en promouvant la transformation numérique dans le commerce, le gouvernement, l'éducation, la santé et d'autres domaines pour promouvoir les opportunités d'emploi et le développement durable dans le pays.⁴⁹ Le développement de la connectivité Internet et la résilience de ces réseaux peuvent stimuler les opportunités connexes pour contribuer à un développement social et économique durable. La Commission a mis en place un programme qui prévoit la distribution d'une tablette par foyer aux habitants des zones rurales afin de leur permettre d'accéder et de profiter des avantages liés à la connectivité.⁵⁰ Le gouvernement a mis en place des laboratoires informatiques dans 1 300 écoles secondaires et a distribué 4 000 appareils de téléphonie mobile à des ménages vulnérables. Le rapport UCC Q2 2022 sur les performances du marché indique que le nombre total d'appareils de téléphonie mobile connectés est passé de 35 millions en avril à 36,1 millions en juin 2022.⁵¹

Le nombre total de connexions à haut débit s'élevait à 23,7 millions d'abonnements, avec des services financiers numériques d'une valeur de 40,7 millions de shillings ougandais.⁵² La fracture numérique entre les individus, les ménages, les entreprises et les zones géographiques ayant des niveaux socio-économiques différents restent un défi important, conduisant à des opportunités inégales d'accès aux TIC et d'utilisation de l'internet pour diverses activités. Malgré les efforts déployés pour améliorer la pénétration de l'internet, les coûts élevés, l'infrastructure limitée et les barrières géographiques continuent d'entraver l'accès à un internet fiable et à haut débit, en particulier pour les communautés mal desservies.

Le 29 mai 2023, MTN Uganda a augmenté l'UCUSAF de 36 milliards de shillings ougandais pour l'année 2023 afin d'étendre la couverture des services de communication aux zones mal desservies et non desservies.⁵³ Tous les opérateurs de télécommunications agréés en Ouganda doivent payer un prélèvement de 2 % sur leurs recettes brutes annuelles au fonds administré visant à approfondir les services numériques en Ouganda.⁵⁴ Une partie de l'argent sera utilisée pour développer les

⁴⁶ Emmanuel Ogiemwonyi Arakpogun, Jason Whalley, Roseline Wanjiru, et la... Réduire la fracture numérique en Afrique via les fonds de service universel : une perspective théorique institutionnelle" (9 mai 2023) <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/ITP-01-2023-0042/full/html> (consulté le 26 décembre 2023).

⁴⁷ Nouvelle Vision « Fourniture de services Internet à 50 écoles » (03 janvier 2024) <https://www.newvision.co.ug/opportunities/tenders-1208> (consulté le 23 décembre 2023).

⁴⁸ Gouvernement de l'Ouganda et projet conjoint de l'UIT sur "l'assistance technique et la formation à l'Ouganda sur la stratégie nationale de développement des TIC" (<https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2023/uganda-digital-transformation.aspx>) (consulté le 26 décembre 2023).

⁴⁹ Gouvernement de l'Ouganda et projet conjoint de l'UIT sur "l'assistance technique et la formation à l'Ouganda sur la stratégie nationale de développement des TIC" (<https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2023/uganda-digital-transformation.aspx>) (consulté le 26 décembre 2023).

⁵⁰ Andrew Bugembe 'OPINION: La quête pour offrir les avantages d'une vie moderne connectée à tous les Ougandais » (MAR 03 OCT, 2023) <https://nilepost.co.ug/opinions/173401/opinion-the-quest-of-delivering-the-benefits-of-a-modern-connected-life-to-all-ugandans> (consulté le 26 décembre 2023).

⁵¹ MTN Uganda " MTN Ouganda renforce le Fonds ougandais pour le service et l'accès universels aux communications avec 36 milliards UGX pour l'année 2023" (29 mai 2023) <https://www.mtn.co.ug/newsabout/mtn-uganda-boosts-the-uganda-communications-universal-service-and-access-fund-with-ugx-36-billion-for-the-year-2023/> (consulté le 26 décembre 2023)

⁵² Andrew Bugembe 'OPINION : La quête pour offrir les avantages d'une vie moderne connectée à tous les Ougandais » (MAR 03 OCT, 2023) <https://nilepost.co.ug/opinions/173401/opinion-the-quest-of-delivering-the-benefits-of-a-modern-connected-life-to-all-ugandans> (consulté le 26 décembre 2023).

⁵³ MTN Uganda " MTN Ouganda renforce le Fonds ougandais pour le service et l'accès universels aux communications avec 36 milliards UGX pour l'année 2023" (29 mai 2023) <https://www.mtn.co.ug/newsabout/mtn-uganda-boosts-the-uganda-communications-universal-service-and-access-fund-with-ugx-36-billion-for-the-year-2023/> (consulté le 26 décembre 2023).

⁵⁴ MTN Uganda renforce le Fonds ougandais pour le service et l'accès universels aux communications avec 36 milliards UGX pour l'année 2023 <https://www.mtn.co.ug/newsabout/mtn-uganda-boosts-the-uganda-communications-universal-service-and-access-fund-with-ugx-36-billion-for-the-year-2023/> (consulté le 25 janvier 2024).

services TIC et favoriser l'adoption des services de communication en Ouganda.⁵⁵

Le 26 juin 2023, l'UCC a également lancé un projet en partenariat avec l'école de commerce de l'université de Makerere (MUBS) pour soutenir les solutions TIC qui répondent aux défis sociétaux dans les zones non desservies et mal desservies de l'Ouganda, conformément à la mission de l'UCC d'assurer un accès inclusif aux services et infrastructures de communication. Les projets mis en œuvre dans le cadre de l'UCUSAF comprennent 76 points de présence Internet (POP), 106 cafés Internet, 78 centres de formation aux TIC, 4 099 téléphones publics, 78 portails web de district, 13 télécentres communautaires polyvalents (MCT), 45 projets postaux, 708 laboratoires TIC scolaires, 174 installations TIC dans le domaine de la santé, 90 sites de réseaux vocaux, 106 projets de développement de contenu, deux projets de gouvernance locale et 31 autres projets uniques.⁵⁶

L'impact direct des projets mis en œuvre comprend une couverture vocale de 100 % au niveau des sous-comtés, une couverture de données de 100 % pour chaque ville de district en Ouganda, ainsi que l'enseignement de l'informatique comme matière dans moins de 50 % des écoles secondaires publiques et un équipement TIC de base dans tous les hôpitaux publics de district.⁵⁷

Malgré les progrès réalisés et les initiatives mises en place, en 2023, les progrès de l'Ouganda en matière d'objectifs de développement durable (ODD) étaient classés 141 sur 166 pays avec un indice global de 55 %, avec un score de débordement de 99,3 %, montrant une aggravation de 19,7 % des ODD en Ouganda, et des progrès limités de 54,1 % avec seulement 26,2 % réalisés ou en bonne voie de réalisation.⁵⁸ Pour surmonter les obstacles et réduire la fracture numérique en Ouganda, il est nécessaire de redéfinir clairement les politiques de l'UCUSAF, de restructurer la gouvernance, d'encourager les collaborations intersectorielles et les initiatives ascendantes pour réduire la fracture numérique dans le pays.

Liberté d'expression en ligne

Le 26 mai 2023, le président a signé la loi antihomosexualité 2023, qui impose des sanctions sévères pour les comportements homosexuels.⁵⁹ La loi prévoit une peine d'emprisonnement à vie pour l'homosexualité et la peine de mort pour "homosexualité aggravée". L'article 4, paragraphe 4, point c), interdit la promotion de l'homosexualité par divers moyens, y compris les appareils électroniques, et prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 20 ans. Les personnes morales qui font la promotion de l'homosexualité s'exposent à des amendes pouvant atteindre 1 milliard de shillings ougandais et à la suspension ou à l'annulation de leur licence pour une période pouvant aller jusqu'à 10 ans.⁶⁰ La loi a entraîné une augmentation de l'autocensure au sein de la communauté LGBT+ en ligne, les individus et les organisations modifiant leur présence en ligne pour éviter le harcèlement ou les poursuites. Cette législation intensifie les sanctions pour l'homosexualité en Ouganda, qui était auparavant illégale, et criminalise les discours sur les droits des LGBTQI+.⁶¹

10

⁵⁵ ISMAIL LADU 'UCC investir dans l'expansion de l'économie numérique » (Jeudi 01 juin 2023) <https://www.monitor.co.ug/uganda/business/markets/ucc-to-invest-in-expanding-digital-economy--4252760> (consulté le 26 décembre 2023).

⁵⁶ Andrew Bugembe 'OPINION : La quête pour offrir les avantages d'une vie moderne connectée à tous les Ougandais » (MARS 03 OCT 2023) <https://nilepost.co.ug/opinions/173401/opinion-the-quest-of-delivering-the-benefits-of-a-modern-connected-life-to-all-ugandans> (consulté le 26 décembre 2023).

⁵⁷ Andrew Bugembe 'OPINION : La quête pour offrir les avantages d'une vie moderne connectée à tous les Ougandais » (MAR 03 OCT, 2023) <https://nilepost.co.ug/opinions/173401/opinion-the-quest-of-delivering-the-benefits-of-a-modern-connected-life-to-all-ugandans> (consulté le 26 décembre 2023).

⁵⁸ <https://dashboards.sdgindex.org/profiles/uganda> (consulté le 25 janvier 2024)

⁵⁹ Le projet de loi anti-homosexualité 2023 (3 mars 2023) <https://www.jurist.org/news/wp-content/uploads/sites/4/2023/03/Anti-Homosexuality-Bill-2023.pdf> (consulté le 26 décembre 2023).

⁶⁰ Khatondi Soita Wepukhulu « Les Queer ougandais révèlent l'impact dévastateur de la loi anti-gay » (4 juillet 2023) <https://www.opendemocracy.net/en/5050/uganda-anti-homosexuality-act-gay-law-impact-month/> (consulté le 26 décembre 2023).

⁶¹ Ayesha Khan, Emilie Tant et Caroline Harper « Face au retour de bâton : qu'est-ce qui s'abat sur les forces antiféministes et antidémocratiques » (juillet 2023) <https://www.alignplatform.org/sites/default/files/2023-07/align-framingpaper-backlash-web.pdf> (consulté le 24 décembre 2023).

Lors du petit-déjeuner de prière national, des religieux et des radicaux ont prononcé des discours de haine.⁶² La Cour constitutionnelle a annulé l'article 25 de la loi de 2011 sur l'utilisation abusive des ordinateurs, qui pénalise les "communications offensantes". La Cour a également suspendu son exécution. Les tribunaux ont rejeté une plainte contre deux représentants d'une société de médias en ligne, accusés de communication offensive et de cyberharcèlement parce que l'État n'avait pas présenté suffisamment de preuves.

Les utilisateurs des médias sociaux ont de plus en plus recours à des comptes pseudonymes pour éviter le harcèlement et d'autres répercussions de leur discours en ligne.⁶³ Les journalistes et les commentateurs qui couvrent l'opposition ou font des déclarations critiques sur le président ont été victimes de violences physiques. En décembre 2022, le fils du président Museveni a accusé les journalistes du Daily Monitor d'être des terroristes et a menacé d'"écraser" les journalistes qui "l'abusent" dans des tweets qui ont été supprimés par la suite.⁶⁴ En mai 2023, le blogueur Isma Lubega Tusubira, de plus connu sous le nom d'Isma Olaxess, a été abattu par un agresseur inconnu alors qu'il se trouvait dans son véhicule privé à Kampala.⁶⁵

Les motivations de l'agresseur n'étaient pas claires, selon la police, mais il y a eu des spéculations sur le fait que le meurtre de Tusubira était lié à ses remarques discordantes et à sa présence agressive en ligne.⁶⁶ En novembre 2023, Musamali, plus connu sous le nom de Freeman, a été arrêté par des agents de sécurité en civil à son domicile de Nabumali, dans le district de Mbale. Il a été inculpé d'utilisation abusive d'un ordinateur et de cyberharcèlement et détenu au commissariat central de Mbale. Il a été libéré après avoir été gardé à vue pendant plus de 48 heures sans avoir comparu devant le tribunal, ce qui constitue une violation de la règle des 48 heures prévue par la Constitution de la République d'Ouganda.⁶⁷

L'environnement hostile aux journalistes conduit nombre d'entre eux à pratiquer l'autocensure par crainte d'être harcelés ou arrêtés.⁶⁸ La constitution ougandaise de 1995 prévoit la liberté d'expression, la liberté de parole, la liberté des médias et le droit d'accès à l'information de l'État.⁶⁹ Toutefois, plusieurs lois affaiblissent ces protections en raison des mesures strictes prises par l'UCC pour réglementer les médias en ligne au cours des dernières années. Par exemple, la loi sur la presse et les journalistes exige que les journalistes s'inscrivent auprès du conseil statutaire des médias, dont l'indépendance est considérée comme compromise en raison de l'influence du gouvernement sur sa composition. La loi de 2005 sur l'accès à l'information prévoit le droit d'accès à l'information.⁷⁰ Dans la pratique, cependant, l'accès aux informations officielles est un défi pour les citoyens.⁷¹

⁶² Khatondi Soita Wepukhulu « Le fondamentalisme chrétien se cache derrière le nouveau projet de loi anti-LGBTIQ en Ouganda » (23 mars 2023, 18h19) <https://www.opendemocracy.net/en/5050/uganda-anti-homosexuality-bill-church-us-en-gland-odoi-oywelowo/> (consulté le 24 décembre 2023).

⁶³ <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/africa-media/13547.pdf> (consulté le 27 décembre 2023).

⁶⁴ Sadibou Marong "Nous allons vous écraser, prévient le fils du président ougandais aux journalistes" <https://rsf.org/en/we-will-crush-you-ugandan-president-s-son-warns-journalists> (consulté le 27 décembre 2023)

⁶⁵ Le blogueur controversé Isma Olaxess, Has been shot dead (7 mai 2023) <https://pluggedaily.com/2023/05/07/controversial-blogger-isma-olaxess-has-been-shot-dead/> (consulté le 26 décembre 2023).

⁶⁶ DAVID VOSH AJUNA 'Jjaja Iculi' : Qui était Isma Olaxess aux yeux du public ? (13 mai 2023) <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/-jjaja-iculi-who-was-isma-olaxess-in-the-public-eye--4226330> (consulté le 27 décembre 2023).

⁶⁷ East African Gazette ' L'organisme des journalistes ougandais demande la libération inconditionnelle de Musamali, le PDG de Free Man News (12 novembre 2023) <https://eastafricangazette.com/index.php/2023/11/12/uganda-journalist-body-demand-for-un-conditional-release-of-musamali-the-ceo-of-free-man-news/> (consulté le 26 décembre 2023)

⁶⁸ Halima Athumani « Des militants ougandais déclarent que l'avenir des médias est incertain » (23 mai 2023) <https://www.voanews.com/a/ugandan-activists-say-future-of-media-uncertain-/7105670.html> (consulté le 28 décembre 2023)

⁶⁹ La Constitution de la République de l'Ouganda, 1995 <https://washington.mofa.go.ug/uganda/constitution-republic-uganda-1995> (consulté le 31 décembre 2023).

⁷⁰ Loi de 2005 sur l'accès à l'information (19 juillet 2005) <https://chapterfouruganda.org/sites/default/files/downloads/The-Access-to-Information-Act-2005.pdf> (consulté le 28 décembre 2023)

⁷¹ Hillary Turyansingura « Le gouvernement s'engage en faveur de l'accès des citoyens à l'information » (10 mai 2021) <https://ict.go.ug/2021/05/10/government-committed-to-citizens-access-to-information/> (consulté le 24 décembre 2023)

Désinformation sexué

En Ouganda, on a constaté une augmentation notable de la désinformation sexiste, avec des attaques ciblées contre des organisations et des activistes travaillant sur les droits sexuels et reproductifs. Par exemple, en août 2022, des opérations d'ajournement ont été menées à l'encontre de Sexual Minorities Uganda (SMUG) au motif qu'elles ne s'étaient pas enregistrées auprès du National Bureau for Non-Governmental Organisations.⁷² La désinformation sexiste n'est pas un nouveau phénomène ; elle se situe à l'intersection de la propagande et de la violence sexiste, favorisée par les plateformes en ligne ou la communication numérique.⁷³ Les médias sociaux sont un outil puissant pour mobiliser la justice sociale, mais ils sont aujourd'hui utilisés pour diffuser de la désinformation sexiste afin de faire honte aux femmes et de les discréditer.⁷⁴

Le hashtag #FearWomen est un exemple de la manière dont la désinformation sexiste est utilisée pour renforcer les normes patriarcales et porter atteinte à la dignité des femmes.⁷⁵ Les campagnes de désinformation qui ciblent les luttes féministes et le discours sexiste dans le but de réduire les femmes au silence, de les pousser à l'autocensure et de restreindre leur espace civique. Ces campagnes constituent une attaque directe non seulement contre certaines femmes, mais aussi contre la justice en matière de genre.⁷⁶ Outre les dommages immédiats infligés aux victimes – qui vont de la détresse psychologique et du traumatisme aux effets durables sur la santé mentale, en passant par la violence physique et sexuelle – ces récits s'étendent aux menaces de violence et de viol.⁷⁷

En Ouganda, il existe également plusieurs exemples de personnes perçues comme homosexuelles qui ont été expulsées de leur logement par leur propriétaire, qui se sont vu refuser l'accès aux médicaments contre le VIH et à d'autres services de santé sexuelle et reproductive dans les hôpitaux, ainsi que de nombreuses autres horreurs non documentées qui ont été déclenchées par la désinformation. La communauté LGBTQIA+ en Ouganda continue de voir ses droits supprimés par la législation anti-LGBTQ.

L'Ouganda a repeint une aire de jeux pour enfants parce qu'elle comportait un arc-en-ciel. L'interdiction des montres et le fait de repeindre des aires de jeux, par exemple, montrent aussi que l'opinion publique et les points de vue deviennent de plus en plus extrémistes. Cet exemple met en évidence le besoin urgent de stratégies qui s'attaquent spécifiquement à la désinformation sexiste, qui peut également s'appliquer aux plateformes en ligne, compte tenu des vulnérabilités et des rôles uniques des femmes au sein de la communauté. L'échange continu d'expériences peut contribuer à une approche plus nuancée et plus efficace de la lutte contre la désinformation au niveau local.

⁷² Loyce Kyogabirwe "Repousser la désinformation sexiste en Ouganda" (6 février 2023) <https://cipesa.org/2023/02/pushing-back-against-gendered-disinformation-in-uganda/> (consulté le 28 décembre 2023).

⁷³ Démon 'Soumission sur les opportunités, les défis et les menaces pour les médias à l'ère numérique : la désinformation générée' (janvier 2022) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/expression/cfis/threats-digital-age/csos/2023-01-26/Submission-SR%20freedex-hrc50-Demos.pdf> (consulté le 28 décembre 2023).

⁷⁴ Act Alliance 'Contribution de l'ACT Alliance au rapport sur la désinformation générée : Soumis au rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté d'expression et d'opinion' (7 juillet 2023) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/expression/cfis/gender-justice/subm-a78288-gendered-disinformation-cso-act-alliance.pdf> (consulté le 26 décembre 2023).

⁷⁵ Act Alliance « Contribution d'ACT Alliance au rapport sur la désinformation sexiste : soumise au rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression et d'opinion » (7 juillet 2023) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/expression/cfis/gender-justice/subm-a78288-gendered-disinformation-cso-act-alliance.pdf> (consulté le 26 décembre 2023).

⁷⁶ Association pour le progrès des communications "Placer les générés dans la désinformation" (20 septembre 2023) <https://www.apc.org/en/project/placing-gendered-disinformation> (consulté le 26 décembre 2023).

⁷⁷ Département d'État américain "Désinformation de genre : tactiques, thèmes et tendances des acteurs étrangers malveillants" (27 MARS 2023) <https://www.state.gov/gendered-disinformation-tactics-themes-and-trends-by-foreign-malign-actors/> (consulté le 27 décembre 2023)

Vie privée et surveillance

À l'approche des élections en Ouganda, de nombreux militants soupçonnent le gouvernement d'avoir renforcé le contrôle et la surveillance des plateformes de médias sociaux et d'autres espaces en ligne. L'article 27 de la Constitution interdit toute ingérence dans la vie privée d'une personne, qu'il s'agisse de son «domicile, de sa correspondance, de ses communications ou de tout autre bien».⁷⁸

En novembre 2023, l'Ouganda a lancé un nouveau système de suivi des véhicules qui permet au gouvernement de suivre en temps réel la localisation de tous les véhicules. Le lancement de l'Intelligent Transport Monitoring System (ITMS) a pour objectif de réduire les vols de véhicules, d'améliorer la sécurité routière, d'informatiser les services de police et de simplifier l'identification des criminels ou des contrevenants au code de la route. Cependant, l'installation de plaques d'immatriculation intégrant une technologie de pointe sur tous les véhicules du pays entraînera une surveillance de masse incontrôlée des citoyens, couplée à l'enregistrement obligatoire des téléphones portables, ce qui constitue une déstabilisation considérable des droits à la vie privée et crée donc de graves risques pour les droits à la liberté d'association et à la liberté d'expression. L'ITMS fait partie de la «stratégie en 9 points» de l'Ouganda pour mettre fin à l'insécurité.⁷⁹

Après le 1^{er} février 2024, tous les propriétaires de véhicules devront payer entre 50 000 shillings ougandais (18,57 \$) et 714 300 shillings ougandais (189,47 \$) pour enregistrer les nouvelles plaques de leurs véhicules avec un dispositif équipé d'une carte sim fourni par l'entreprise publique de télécommunications, Uganda Telecommunications Corporation Ltd (UTL).⁸⁰ Les véhicules étrangers séjournant temporairement en Ouganda devront également installer des dispositifs de suivi pendant la durée de leur séjour dans le pays. Le système collectera des données à partir du réseau de télécommunications de l'UTL, ainsi que du réseau d'une entreprise de télécommunications privée, ce qui augmentera le nombre d'acteurs privés ayant potentiellement accès à la localisation en temps réel de tous les véhicules en Ouganda.⁸¹ Malheureusement, le gouvernement ougandais a limité l'examen public du système technique, y compris ses capacités et le contrat avec l'entreprise russe chargée du projet. Il n'y a pas non plus de responsabilité en termes de plans publiés et accessibles au public pour la surveillance et l'atténuation des droits de l'homme dans le cadre du projet.⁸² L'Ouganda collecte et stocke déjà de nombreuses informations personnelles, notamment les noms, les signatures, les photos et les empreintes digitales des ressortissants pour enregistrer les cartes SIM et les cartes d'identité nationales.⁸³

Dans le passé, le gouvernement a utilisé la technologie de surveillance pour traquer et arrêter les opposants et les critiques du gouvernement.⁸⁴ D'autres initiatives parrainées par le gouvernement comprennent la prise des empreintes digitales de toutes les armes à feu privées, l'interdiction pour les cyclistes de porter des sweats à capuche et la création d'une base de données nationale

⁷⁸ Constitution <https://www.parliament.go.ug/documents/1240/constitution> (consulté le 31 décembre 2023)

⁷⁹ Sean Beeghly. HRW : Le système de surveillance ougandais menace les droits à la vie privée, à l'expression et à l'association. U. Pittsburgh School of Law, US (14 NOVEMBRE 2023) <https://www.jurist.org/news/2023/11/hrw-uganda-surveillance-system-threatens-rights-to-privacy-expression-and-association/> (consulté le 31 décembre 2023)

⁸⁰ The East African "Mettez au rebut le nouveau système de surveillance, dit HRW à l'Ouganda" (Mardi 14 novembre 2023) <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/scrap-new-surveillance-system-hrw-tells-uganda-4433356> (consulté le 30 décembre 2023)

⁸¹ The East African "Mettez au rebut le nouveau système de surveillance, dit HRW à l'Ouganda" (Mardi 14 novembre 2023) <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/scrap-new-surveillance-system-hrw-tells-uganda-4433356> (consulté le 30 décembre 2023)

⁸² The East African "Mettez au rebut le nouveau système de surveillance, dit HRW à l'Ouganda" (Mardi 14 novembre 2023) <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/scrap-new-surveillance-system-hrw-tells-uganda-4433356> (consulté le 30 décembre 2023)

⁸³ The East African "Mettez au rebut le nouveau système de surveillance, dit HRW à l'Ouganda" (Mardi 14 novembre 2023) <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/scrap-new-surveillance-system-hrw-tells-uganda-4433356> (consulté le 30 décembre 2023)

⁸⁴ The East African "Mettez au rebut le nouveau système de surveillance, dit HRW à l'Ouganda" (Mardi 14 novembre 2023) <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/scrap-new-surveillance-system-hrw-tells-uganda-4433356> (consulté le 30 décembre 2023)

d'ADN. Le système actuel de surveillance de la circulation est élargi par l'introduction de caméras de surveillance et de dispositifs de repérage obligatoires connectés à un réseau mobile dans tous les véhicules. Cette surveillance de masse sans restriction porte atteinte au droit à la vie privée de millions d'Ougandais. Le gouvernement devrait donner la priorité à la protection des droits de ses citoyens plutôt qu'à leur violation.⁸⁵ Les protections de la vie privée sont inscrites dans la loi de 2019 sur la protection des données et de la vie privée (Data Protection and Privacy Act 2019), y compris ses règlements, qui sont entrés en vigueur en avril 2021. Cependant, le respect de la loi reste un défi, bien qu'un bureau indépendant supervise la mise en œuvre et l'application de la loi de 2019 sur la protection des données et de la vie privée.⁸⁶

La loi de 2010 sur la réglementation de l'interception des communications (Regulation of Interception of Communications Act - RICA) permet au gouvernement de procéder à une surveillance électronique en temps réel des personnes soupçonnées de terrorisme en installant des équipements dans les entreprises de télécommunications. La loi donne également au ministre de la Sécurité le pouvoir d'accéder à des communications personnelles en cas de problèmes de sécurité nationale, après avoir obtenu une ordonnance d'un juge de la Haute Cour. La loi a été adoptée après une attaque terroriste à Kampala en 2010.⁸⁷ Les clauses de la loi antiterroriste de 2002 donnent aux agents de sécurité nommés par le ministre de l'intérieur le pouvoir d'intercepter les communications des personnes soupçonnées de terrorisme et de les garder sous surveillance sans contrôle judiciaire.⁸⁸ Ces dispositions sont larges et contraires au droit international, qui exige que toute intrusion dans le droit à la vie privée, y compris la collecte de métadonnées ou la surveillance du contenu des communications, soit strictement nécessaire et proportionnée à la protection d'un intérêt public spécifique et réglementée par la loi sur une base non discriminatoire.⁸⁹

Bien que l'Ouganda soit signataire de plusieurs conventions internationales contenant des dispositions relatives à la protection de la vie privée, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, la Constitution ougandaise de 1995 mentionne explicitement la protection de la vie privée. La constitution ougandaise de 1995 reconnaît explicitement le droit à la vie privée et appelle à sa protection à l'article 27.

⁸⁵ <https://www.iot-mesh.io/human-rights-watch-uganda-real-time-location-system/> (consulté le 30 décembre 2023)

⁸⁶ Témoin indésirable «Rapport sur la carte de score de confidentialité-2021» (novembre 2021) <https://www.unwantedwitness.org/wp-content/uploads/2021/11/Privacy-Scorecard-Report-2021.pdf> (consulté le 24 décembre 2023).

⁸⁷ Chapitre quatre Ouganda « Loi sur la réglementation de l'interception des communications, 2010 » (5 août 2010) <https://chapterfouruganda.org/resources/acts-bills/regulation-interception-communications-act-2010> (consulté le 26 décembre 2023).

⁸⁸ THE ANTI-TERRORISM ACT, 2002. http://www.vertic.org/media/National%20Legislation/Uganda/UG_Anti-Terrorism_Act_2002.pdf (consulté le 27 décembre 2023).

⁸⁹ The East African "Mettez au rebut le nouveau système de surveillance, dit HRW à l'Ouganda" (Mardi 14 novembre 2023) <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/scrap-new-surveillance-system-hrw-tells-uganda-4433356> (consulté le 30 décembre 2023)

► Conclusion & Recommandations

Conclusion

L'accès à l'internet est un outil puissant qui peut être utilisé par des acteurs étatiques et non étatiques pour influencer le développement social et économique de l'Ouganda. Pour que l'Ouganda puisse avoir un impact positif sur la liberté d'expression, la liberté de la presse, l'accès à l'information et les politiques gouvernementales en matière de TIC sans avoir recours à une surveillance ciblée permanente, à des disparités notables dans l'accès à l'internet entre les hommes et les femmes, à des discours haineux dirigés et ciblés, à des violations de la vie privée et à une mauvaise gestion des données, une véritable approche multipartite axée sur la prévention est nécessaire. Cependant, la liberté d'expression en ligne continue d'être compromise en Ouganda en raison de l'absence de toute action visant à débanaliser Facebook.

Recommandations

- Gouvernement:**
- » Mettre en œuvre la politique nationale de haut débit 2018 afin de réduire les prix des données internet en Ouganda.
 - » Mettre en place un cadre de mise en œuvre approprié pour combler les lacunes en matière de développement des infrastructures, d'environnement juridique et réglementaire et de capacité des citoyens à exploiter de manière productive les TIC dans le pays.
 - » Utiliser une approche fondée sur les données pour sélectionner les projets du service universel et du fonds d'accès et appliquer les connaissances pertinentes à la sélection des projets dans le cadre de la réforme opérationnelle du service universel et du fonds d'accès.
 - » Assurer un suivi et un rapport réguliers des performances afin d'assurer la visibilité et la responsabilité des droits numériques et de l'inclusion en Ouganda.
 - » Renforcer les possibilités et développer les compétences au sein du Fonds pour le service universel en mettant l'accent sur le recyclage et l'amélioration des compétences du personnel existant, le recrutement de nouvelles personnes et le maintien d'un personnel qualifié au sein de l'autorité du Fonds pour le service universel et l'accès.
 - » Le gouvernement devrait aligner ses lois nationales sur les restrictions à la vie privée sur les lois internationales, en veillant à ce que toute ingérence dans le droit à la vie privée soit strictement nécessaire, proportionnelle et légalement réglementée.
 - » Ouganda Communications Communication devrait célébrer intentionnellement la Journée internationale de l'accès universel à l'information chaque année et fournir aux consommateurs une analyse critique du fonds d'accès et de service universel d'Ouganda Communications.
-

-
- » Le gouvernement est également invité à s'abstenir de toute répression future de l'accès au numérique et à veiller à ce que les droits numériques et les politiques d'inclusion soient mis en œuvre pour promouvoir un environnement en ligne libre, ouvert et sûr pour tous les Ougandais.
 - » Maintenir et renforcer la loi de 2019 sur la protection des données et de la vie privée, en veillant au strict respect de la réglementation. Le gouvernement devrait donner la priorité à la protection du droit à la vie privée des citoyens, en alignant toutes les initiatives sur les normes internationales en matière de protection de la vie privée.

Société civile:

- » Il est nécessaire de mettre en place un groupe de travail national sur la désinformation sexospécifique, en collaboration avec des universitaires, des organisations de défense des droits des femmes et des technologues, afin de cartographier les campagnes de désinformation et leur lien avec les abus en ligne commis à l'encontre des femmes politiques et des journalistes, et de garantir la représentation des points de vue et des expériences vécues par les femmes.
- » Investir dans le renforcement de la recherche, y compris auprès des acteurs locaux aux niveaux national et régional, sur la désinformation en matière de genre, afin de mieux comprendre les contextes, les causes profondes et la prévalence.
- » Il est nécessaire de s'opposer à la désinformation sexiste pour lutter contre les préjudices subis par les femmes en ligne et de parvenir à l'égalité des sexes.
- » Approfondir la compréhension des réponses et des interventions en matière de communication qui peuvent être utilisées pour contrer la désinformation sexiste.
- » La société civile et les médias locaux devraient être associés à ce processus, car ils peuvent lancer des alertes précoces sur les campagnes de désinformation sexistes qui pourraient être déclenchées ou qui commencent à évoluer.
- » Mener des consultations publiques afin d'évaluer le sentiment et les préoccupations des citoyens concernant le projet ITMS. Encourager la participation des citoyens aux processus décisionnels relatifs aux technologies de surveillance qui ont une incidence sur leurs droits.

Secteur privé:

- » Les outils développés pour lutter contre la diffusion de la désinformation par le biais de la technologie doivent être guidés par des processus sans ambiguïté et respecter des normes éthiques.
 - » Se conformer aux politiques TIC respectueuses des droits aux niveaux national, régional et international en matière de droits et d'inclusion numériques.
-

-
- » Collaborer avec les associations professionnelles pour plaider en faveur de réformes fiscales qui réduisent la charge pesant sur les utilisateurs de l'internet. S'engager auprès des décideurs politiques pour s'assurer que les structures fiscales sont propices à l'inclusion numérique et à la croissance économique.
 - » Participer activement aux discussions politiques et aux efforts de plaidoyer visant à réduire les obstacles à l'accès à l'internet. Plus précisément, il s'agit d'œuvrer à la réduction des taxes sur les services internet et d'engager le gouvernement à lever les restrictions sur les plateformes comme Facebook, en tenant compte de leur impact sur les entreprises et la communauté au sens large.
-



www.paradigmhq.org

Droit d'auteur © 2024